

Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Homologation d'un acte de notoriété

Jugement civil 2024TALCH01 / 00093

Audience publique du mardi dix-neuf mars deux mille vingt-quatre.

Numéro TAL-2024-00013 du rôle

Composition :

Gilles HERRMANN, premier vice-président,
Lisa WAGNER, juge,
Elodie DA COSTA, premier juge,
Carole MEYER, greffier.

Entre :

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE1.),

partie demanderesse aux termes d'une requête en homologation d'un acte de notoriété,

et :

le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ayant ses bureaux à la Cité Judiciaire à Luxembourg,

partie défenderesse aux termes de la prédite requête.

Le Tribunal :

Ouï PERSONNE1.) en ses explications, le représentant du Ministère Public en ses conclusions et le président de chambre en son rapport oral à l'audience publique du 27 février 2024.

PERSONNE1.) sollicite l'homologation d'un acte de notoriété dressé en date du DATE1.) par le juge de paix de Luxembourg.

Le Ministère Public conclut à ce qu'il soit fait droit à la requête.

Suivant renseignements recueillis en cause, la partie requérante entend contracter mariage à ADRESSE2.) avec PERSONNE2.), de nationalité lituanienne, et en raison de son statut de réfugié politique, ayant acquis la nationalité luxembourgeoise, il lui est impossible de se procurer un acte de naissance de son pays d'origine, l'ADRESSE3.).

En vertu de l'article 71 du Code civil, tel qu'il a été modifié par la loi du 4 juillet 2014, celui des conjoints qui est dans l'impossibilité de se procurer une copie intégrale de l'acte de naissance, peut le suppléer, en rapportant un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance, ou par celui de son domicile. L'acte de notoriété contient la déclaration faite par trois témoins, de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non-parents, des prénoms, noms et domiciles du futur conjoint et de ceux de ses parents, s'ils sont connus ; le lieu, et, autant que possible, l'époque de sa naissance, et les causes qui empêchent d'en rapporter l'acte. Les témoins signent l'acte de notoriété avec le juge de paix et s'il en est qui ne puissent ou ne sachent signer, il en est fait mention.

Aux termes de l'article 72 du Code civil, l'acte de notoriété sera présenté au tribunal de première instance du lieu où doit se célébrer le mariage. Le tribunal, après avoir entendu le procureur d'Etat, donnera ou refusera son homologation, selon qu'il trouvera suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins, et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance.

C'est dans le souci de faciliter la célébration du mariage que le législateur a prévu la possibilité de suppléer la copie de l'acte de naissance par un acte de notoriété. Un acte de notoriété ne peut d'ailleurs être utilisé qu'en vue du mariage et il est sans valeur probante hors de cet objet spécial (Cass. civ. 1^{ère} 7.2.1990, Bull. civ. 1990 I N° 36).

Le but recherché par le législateur ne pourrait être atteint si les exigences en rapport avec les déclarations testimoniales à faire en vue de l'établissement de l'acte de notoriété et avec les causes empêchant de rapporter l'acte de naissance étaient appréciées de façon trop stricte.

Cela est d'autant plus vrai à propos d'étrangers ayant quitté leur pays d'origine, soit pour des raisons d'ordre économique, soit à la suite de conflits armés, soit pour des motifs politiques.

Concernant tout d'abord les indications à recueillir au sujet de leur filiation, il est évident que de telles personnes, qui ont souvent perdu tout contact avec leur famille et leur entourage, se trouvent en règle générale dans l'impossibilité de présenter des témoins susceptibles de retracer fidèlement les circonstances de leur naissance. Dans les conditions données, il faut admettre qu'il est satisfait au texte de la loi si les témoins entendus ont eu des rapports suffisamment longs et, à tel point, réguliers avec les intéressés que leurs affirmations au sujet de leur état civil paraissent crédibles.

Les causes de l'impossibilité de produire l'acte de naissance peuvent, quant à elles, être de divers ordres. Elles résultent soit de l'ignorance du lieu où l'acte a été dressé, soit de l'interruption des communications, soit du refus de l'autorité compétente, soit d'un empêchement de solliciter l'autorité compétente lorsque cette démarche exposerait l'intéressé à un danger pour sa sécurité ou celle de ses proches. La preuve de l'impossibilité peut être rapportée par tous moyens (JurisClasseur, Droit civil, articles 63-74, mise à jour 3, 2007, N° 82 p. 27).

En l'occurrence, les témoins entendus sont PERSONNE3.), originaire de Somalie, PERSONNE4.), originaire d'Erythrée, et PERSONNE5.), originaire d'Iraq.

PERSONNE3.) et PERSONNE4.) déclarent connaître le requérant depuis 2 à 4 mois sous le nom de « PERSONNE1.) » de la mosquée. Ils ne connaissent ni le nom complet du requérant, ni sa date de naissance et indiquent seulement qu'à leur connaissance, « PERSONNE1.) » aurait besoin d'un acte de notoriété pour pouvoir se marier avec une femme qu'ils ne connaissent que de vue.

PERSONNE5.) déclare connaître le requérant depuis 2015 d'un foyer de réfugiés sous le nom de « PERSONNE1.) », « PERSONNE1.) » signifiant la même chose en arabe que « PERSONNE1.) » et l'ajout « PERSONNE1.) » indiquant l'origine géographique du nom. Il déclare que le requérant serait né en DATE2.) à ADRESSE4.) en ADRESSE3.) et qu'il aurait besoin d'un acte de notoriété pour pouvoir se marier avec une femme d'origine lituanienne qu'il connaîtrait de vue.

Finalement, il déclare que tous les Irakiens auraient des difficultés pour obtenir des documents de leur pays d'origine.

Aucun des trois témoins n'a su donner la date de naissance exacte du requérant. Néanmoins, il résulte de la carte d'identité luxembourgeoise présentée par le requérant qu'il y est indiqué qu'il est né le DATE3.) en ADRESSE3.). Au vu de la situation de guerre existant dans ce pays, il ne saurait faire de doute que le requérant est dans l'impossibilité de se faire délivrer un acte de naissance de son pays d'origine. Etant donné qu'un des témoins entendus a pu confirmer le nom du requérant, ainsi que le pays et l'époque de sa naissance, le tribunal considère qu'il n'y a pas lieu de remettre en doute les indications d'ores-et-déjà retenues par les autorités luxembourgeoises et indiquées sur la carte d'identité du requérant.

Les conditions de la loi étant remplies, il y a lieu de faire droit à la demande.

P a r c e s m o t i f s

le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, première chambre, statuant en application de l'article 72 du Code civil, sur le rapport du président de chambre, le représentant du Ministère Public entendu en ses conclusions,

homologue l'acte de notoriété dressé en date du DATE1.) par le juge de paix de Luxembourg en vue de suppléer l'acte de naissance de PERSONNE1.) et inscrit au répertoire fiscal sous le n°NUMERO1.), en ce que PERSONNE1.) est né le DATE3.) en ADRESSE3.),

met les frais à charge du requérant comme exposés dans son intérêt.